

Les Européens et la guerre informationnelle

Note d'analyse

Synthèse

Réalisée pour France Télévisions à l'occasion du colloque « *l'information, nouvelle ligne de front* » du 14 avril, l'étude exclusive de l'Institut Bona fidé dans les plus grands pays de l'UE (France, Allemagne, Italie) et les plus exposés aux risques de manipulation (Pologne et Roumanie) révèle une opinion publique européenne assez homogène sur le sujet autour de six représentations majeures :

- 1). Un diagnostic partagé** : près de neuf européens sur dix considèrent aujourd'hui que leur pays est la cible de manipulations et de diffusion de fausses informations afin de biaiser le débat public et politique et plus des deux tiers disent avoir déjà été personnellement exposés à des fake news et des manipulations de l'information.
- 2). L'identification des vilains** : la Russie arrive en tête dans les cinq pays dans la hiérarchie des pays menaçants, devant les Etats-Unis et la Chine.
- 3). La perception d'un danger pour les démocraties européennes** : trois quarts des Européens estiment que cette guerre pourrait « détruire » nos démocraties et huit sur dix craignent pour la sincérité des élections à venir au sein de leur pays.
- 4). Le sentiment d'une vulnérabilité** : alors que près d'un Européen sur deux voit la guerre informationnelle comme un risque majeur pour son pays, deux tiers estiment que leur pays est mal « armé » aujourd'hui pour répondre à ce type de guerre.
- 5). Une confiance plus forte dans les médias publics** : pour lutter contre la manipulation de l'information, aucun acteur ne recueille une confiance majoritaire mais les médias publics suscitent une confiance sensiblement plus élevée que celle des médias privés.
- 6). L'attachement à la culture démocratique** : au sein de cette guerre, tous les moyens ne se justifient pas pour l'opinion publique européenne. Une large majorité, proche des deux tiers, attachée à la culture démocratique, refuse que son pays emploie les mêmes armes et riposte de la même manière que ceux qui l'attaquent.

Principaux enseignements

1). La guerre informationnelle a commencé : le diagnostic partagé de l'opinion européenne

Le constat de guerre informationnelle fait consensus au sein de l'opinion européenne. Il est perçu aussi bien au niveau collectif, celui de la nation, qu'au niveau individuel, celui du citoyen.

- **87% des Européens considèrent aujourd'hui que leur pays est la cible d'attaques informationnelles**, 39% estimant qu'il l'est « souvent » et 48% qu'il l'est « parfois ». Ce diagnostic est consensuel et partagé à des niveaux similaires dans les 5 pays de l'étude : 90% en Pologne, 89% en France, 88% en Roumanie et en Italie, 83% en Allemagne.
- **68% des Européens déclarent avoir été déjà exposés personnellement à des fausses informations et manipulations venues de l'étranger**. Ce sentiment d'exposition est majoritaire au sein des 5 pays de l'enquête mais culmine dans les pays frontaliers de la Russie : il s'établit ainsi à 56% en Allemagne, 61% en France, 65% en Italie, 78% en Pologne et 81% en Roumanie. Ce sentiment d'exposition est majoritaire dans toutes les catégories sociodémographiques, mais sensiblement plus élevé auprès des catégories du haut de la stratification sociale et les plus intéressées par l'actualité : 75% chez les personnes à haut niveau de diplôme ou encore 70% chez celles intéressées par l'actualité, pour 52% chez celles peu intéressées.
- **44% des Européens estiment que la guerre informationnelle est désormais un risque « majeur » pour leur pays**, 51% considérant que c'est un risque « important, mais pas majeur ». C'est en Pologne (49%), France (48%) et Roumanie (47%) que la perception d'un risque majeur est la plus aiguë ; en Italie (40%) et en Allemagne (35%) qu'elle est la moins intense. Cette perception d'un risque majeur croît avec l'intérêt pour l'actualité : elle est partagée par 46% des personnes très intéressées par l'actualité pour 33% de celles peu intéressées.

2). La Russie se classe en tête des pays jugés les plus menaçants, devant les Etats-Unis qui n'apparaissent plus comme des alliés à l'opinion européenne

- **Avec 70% de citations, la Russie arrive largement en tête des pays jugés les plus menaçants et capables de mener une guerre informationnelle contre les pays européens**. Si la Russie domine le classement au sein des 5 pays de l'étude, les différences nationales sont cependant marquées sur cette représentation. La Russie est citée le plus amplement en Pologne (86%), France (75%) et Allemagne (72%), moins largement en Roumanie (63%) et surtout en Italie (52%). Politiquement, la Russie est citée dans des proportions équivalentes, légèrement inférieures à la moyennes, au sein des électors d'extrême droite (66%) et d'extrême gauche (64%) de ces populations européennes.
- **Avec 43% de citations, les Etats-Unis se classent au second rang des pays considérés comme les plus susceptibles d'engager une guerre de l'information contre l'Europe**, signe que leur statut d'alliés s'est fortement érodé au sein de l'opinion européenne. Les Etats-Unis sont le plus cité en Allemagne (51%), Italie (50%) et France (49%), le moins en Roumanie (34%) et Pologne (30%), où l'attachement historique demeure sans doute plus fort. Politiquement, les Etats-Unis sont sensiblement moins cités comme ennemi dans la guerre informationnelle au sein de l'électorat d'extrême droite (31%) mais bien plus largement que la moyenne au sein des électors de gauche (53%) et d'extrême gauche (58%).

- Enfin, avec 40% de citations, la Chine se classe au troisième rang de la hiérarchie des menaces. Elle est désignée comme ennemi par 52% des Français, 51% des Allemands, 37% des Polonais, 35% des Italiens et 26% des Roumains.

3). La guerre informationnelle crée une forte « démo-anxiété » au sein de l'opinion européenne, mais n'ébranle pas l'attachement aux principes démocratiques

La peur pour la démocratie, et la crainte de manipulation des futurs scrutins, dominant très largement dans l'opinion européenne :

- **77% des Européens jugent que la manipulation de contenus et d'informations venue de pays étrangers pourrait « détruire » nos démocraties.** Le constat est partagé dans des proportions quasi-similaires dans tous les pays de l'étude, de 70% en Allemagne à 82% en Roumanie.
- **79% des Européens craignent que leurs prochaines élections nationales soient influencées par des tentatives de manipulation et de désinformation.** 78% des Français expriment une telle crainte pour la prochaine élection présidentielle. Cette crainte est encore plus aigüe dans des pays ayant déjà fait l'expérience de scrutins manipulés comme la Roumanie (88%). Plus on s'informe, plus on est inquiet des risques de manipulation des prochaines élections : 82% des personnes intéressées par l'actualité le sont, pour, par comparaison, 65% de celles peu intéressées.

Cette crainte pour la démocratie se fonde sur la perception très largement majoritaire de **vulnérabilités de nos démocraties** dans ce combat. Si les Européens jugent leur pays mal préparé à cette guerre, ils se sentent paradoxalement, eux, individuellement mieux armés pour déjouer les pièges de la manipulation :

- **Seuls 37% des Européens considèrent que leur pays est aujourd'hui bien armé pour répondre à la guerre informationnelle.** Le sentiment que sa nation est mal armée pour faire face à cette guerre domine dans les 5 pays de l'étude, et culmine en Allemagne : 56% en France, 58% en Pologne, 59% en Italie, 69% en Roumanie et 75% en Allemagne.
- **Pour autant, attachés à leur culture démocratique, les Européens ne souhaitent pas que leur pays utilise les mêmes moyens que leurs agresseurs :** seuls 34% jugent qu'en cas d'attaque informationnelle, leur pays devrait riposter en utilisant les mêmes armes de manipulation. Cet attachement aux principes qui distinguent une démocratie d'un pouvoir autoritaire s'impose nettement dans les 5 pays de l'étude, dans des proportions semblables : 69% en Italie et en Roumanie, 68% en Italie, 65% en France, 60% en Pologne.
- En revanche, les Européens plébiscitent **les outils de labellisation et d'aide à la détection** : 92% se disent favorables (dont 63% « tout à fait ») à rendre obligatoire un étiquetage clair des contenus générés par l'IA qui circulent dans l'espace public. Cette idée fait consensus, avec un taux d'adhésion supérieur à 85% dans les 5 pays de l'étude.
- **Si leur nation leur semble mal préparée, les Européens se sentent majoritairement en capacité individuelle de lutter :** 58% se disent ainsi capables d'identifier une « deepfake » générée par l'IA. Les Allemands (45%) et les Français (51%) sont les moins confiants dans leur aptitude ; les Polonais (62%) et les Roumains (74%) les plus confiants, peut-être parce que les plus habitués...

4). Dans ce combat, les médias publics suscitent une confiance supérieure à celle des médias privés

Défiance majoritaire à l'égard de tous les acteurs, besoin d'Europe et confiance plus solide dans les médias publics que privés, telles sont les représentations dominantes au sein de l'opinion européenne sur les acteurs du combat informationnel

- **Aucun acteur, médias ou institution ne recueille un niveau de confiance supérieur à 50%** dans sa capacité à lutter contre la désinformation.
- **Avec 50% de citations, l'UE se classe en tête de la confiance** accordée aux différents acteurs pour lutter contre la désinformation et la diffusion de fausses nouvelles, signe que les Européens ont compris que le combat se jouait à l'échelle de blocs et que l'union faisait la force. C'est en Pologne que l'UE suscite le plus haut niveau de confiance (56%), en Roumanie le moins élevé (44%).
- **Les médias publics suscitent une confiance plus élevée que les médias privés auprès de l'ensemble des Européens** : 47% pour la radio publique pour 36% pour les radios privées, 43% pour la télévision publique pour 36% pour les télévisions privées. Cette hiérarchie de la confiance entre médias publics et privés prévaut dans tous les pays, à la seule exception de la Pologne où la confiance dans la télévision privée est plus élevée (47% pour 42% à la télévision publique). **C'est en Allemagne (56%) et en France (43%) que la confiance dans la télévision publique est la plus solide.**

Fiche technique

Étude réalisée en ligne du 3 au 7 avril 2026 auprès d'un échantillon de **5 000** personnes de 18 ans et plus **issues de 5 pays : France, Allemagne, Italie, Pologne et Roumanie** (1 000 personnes dans chaque pays). Échantillons nationaux représentatifs constitués selon la méthode des quotas : sexe, âge, profession, région.